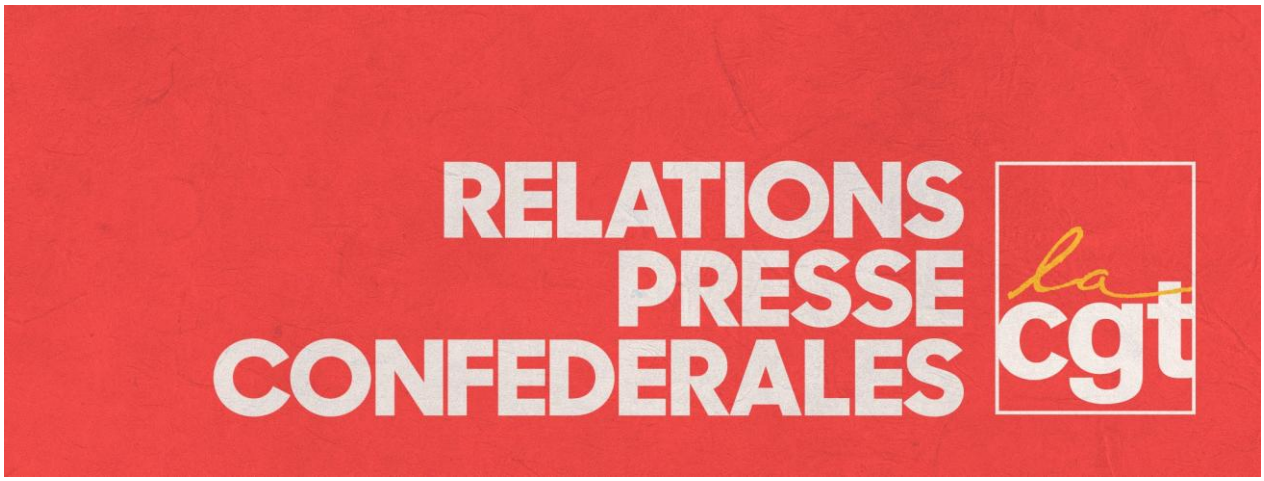


Communiqué de presse

Le 17 novembre, dans le public et le privé : généralisons la grève !

Avec l'UNSA, la FSU et Solidaires, la CGT appelle au niveau interprofessionnel à amplifier et à généraliser la mobilisation du 17 novembre déjà décidée par les organisations syndicales de la Fonction publique.

L'objectif est clair : faire converger les mobilisations du public et du privé pour gagner des augmentations générales de salaires et de pensions. Le 19 novembre, les retraité·es sont appelés à se joindre en masse à la manifestation nationale organisée à Paris par leur intersyndicale.

Vu le niveau des mesures annoncées, la conférence sociale organisée aujourd'hui à Matignon ne met évidemment pas fin à la mobilisation. Elle ouvre, au contraire, une nouvelle étape du rapport de force pour gagner de véritables avancées.

Depuis des semaines, des millions de travailleurs et travailleuses, de jeunes et de retraité·es expriment leur colère et ne se laissent pas intimider par la répression et les mesures liberticides. Le 5 novembre, avec 1,6 million de manifestant·es, ils et elles ont démontré leur détermination. Cette mobilisation, qui s'inscrit dans la durée et rassemble des catégories de la population rarement mobilisées ensemble, a contraint le gouvernement à réagir. Mais les annonces faites aujourd'hui sont très loin de répondre à l'urgence sociale.

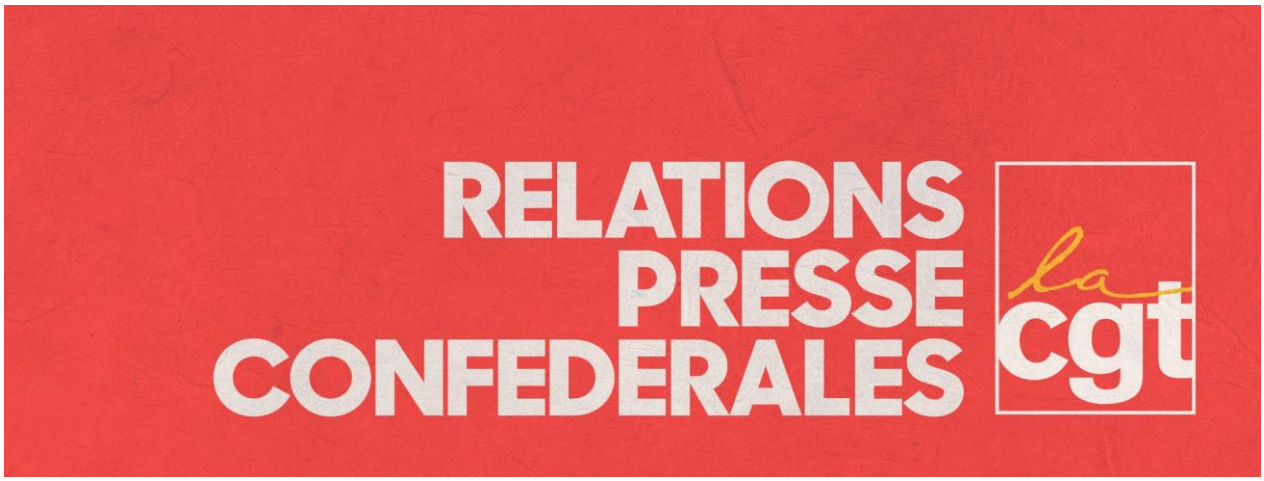
Quelques euros supplémentaires sur le SMIC ne suffiront pas à éteindre la colère ! Ce sont tous les salaires et le point d'indice des fonctionnaires qui doivent augmenter, les pensions doivent être revalorisées et les services publics doivent retrouver les moyens de fonctionner. Le projet de budget du gouvernement va faire baisser le pouvoir d'achat de 22 millions de ménages avec le gel et donc la baisse du montant des allocations logement, des pensions des retraité·s, des allocations familiales, ou encore de violentes mesures de taxation des malades.

Le gouvernement ne peut pas continuer à compter en milliards pour les grandes entreprises et en centimes pour celles et ceux qui travaillent ! Il est temps que le grand patronat et les ultra-riches passent à la caisse !

La CGT appelle donc à franchir une nouvelle étape et à faire converger les mobilisations du public et du privé le 17 novembre ! Quand les salaires sont trop bas dans le privé comme dans le public, c'est ensemble qu'il faut se battre pour les augmenter !

Les négociations salariales à ouvrir dans les branches et les entreprises doivent se dérouler sous la pression des salarié·es. Pour cela, la CGT appelle les salarié·es et agent·es publics, dans toutes les entreprises, tous les secteurs, et les administrations à se réunir avec leurs collègues, à organiser des assemblées générales, à débattre de leurs revendications et à décider de la grève. Elles doivent déboucher sur des augmentations générales et significatives, à la hauteur de l'explosion du coût de la vie.

Relations presse confédérales / 01 55 82 82 64 / presse@cgt.org
© 2026 servicepresse.cgt.fr



Le patronat doit comprendre que les négociations ne seront pas un moyen de gagner du temps. Partout, la CGT appelle les salarié·es à se mobiliser pour que les augmentations se négocient sous leur contrôle et sur la base du rapport de force que nous créons.

La mobilisation doit se transformer en victoires concrètes sur les fiches de paie à tous les niveaux : dans les entreprises, les branches et au niveau national. Le gouvernement peut convoquer autant de conférences qu'il le souhaite. Tant que les revendications des salarié·es, des jeunes et des retraité·es ne seront pas satisfaites, la mobilisation continuera et s'amplifiera. C'est pourquoi la CGT continuera à être présente à leurs côtés dans toutes leurs initiatives de mobilisation et notamment les mardi 10 et samedi 14 novembre.

Le 5 novembre, le pays s'est levé en masse. Le 17 novembre, il doit se mettre en grève ! La CGT appelle partout les travailleurs et travailleuses, les jeunes et les retraité·es à rejoindre la mobilisation et à faire de cette journée une nouvelle démonstration de force.

Montreuil, le 9 novembre 2026

© 2026 servicepresse.cgt.fr